



11 février 2021

L'instrumentalisation de la Covid-19

Le coronavirus est instrumentalisé jusqu'à la corde par les classes dominantes pour pouvoir produire des effets qui intéressent l'agenda néolibéral. Les faits s'accumulent qui rendent crédible cette hypothèse.

Ce texte est issu des vidéos publiées le 23 janvier 2021

Vidéo 1/3 : <https://www.youtube.com/watch?v=NIAXb6nLB14&t=165s>

Vidéo 2/3 : https://www.youtube.com/watch?v=V9L_YBiv5FE

Vidéo 3/3 : <https://www.youtube.com/watch?v=de1dQgUcuLM&t=1s>

Plan de l'article

- 1 - Peut-on raisonnablement penser que la crise de la Covid-19 est le résultat d'une volonté délibérée des classes dominantes (autrement dit d'un complot) ?
- 2 – Il n'y a pas de complot mais il y a la recherche d'un effet d'aubaine
 - 2.1 – Pourquoi peut-on affirmer que le premier confinement n'était fondé sur aucun argument scientifique et qu'il a été un échec ?
 - 2.2 – Comment expliquer le choix du gouvernement de poursuivre les mesures de confinement total ou partiel malgré l'échec du premier confinement généralisé ?
- 3 – De quelles manières la crise sanitaire profite-t-elle aux classes dominantes (ou à une partie d'entre-elles) ?
 - 3.1 – Quels sont les gagnants les plus immédiats du confinement ?
 - 3.2 – Quels sont les gagnants à plus long terme ?
- 4 – Les classes dominantes peuvent-elles provoquer volontairement une crise économique sans craindre qu'elle devienne une crise financière désastreuse pour elles ?
- 5 – Le contexte d'une classe dirigeante désormais très éloignée de l'intérêt général rend plausible l'hypothèse d'une tentative d'instrumentalisation de la crise
- 6 – Quelles sont les perspectives ?

1 – Peut-on raisonnablement penser que la crise de la Covid-19 est le résultat d'une volonté délibérée des classes dominantes (autrement dit d'un complot) ?

« Complot » est un terme écran, connoté très négativement, et bien entendu, personne n'a envie d'être traité de « complotiste », c'est-à-dire de paranoïaque qui invente en permanence des plans secrets ourdis par quelques personnes très puissantes afin de manipuler l'intégralité du monde. Cette accusation, parfois fondée, parfois seulement rhétorique, est de plus en plus mobilisée pour décrédibiliser toute pensée critique qui conteste les versions officielles des médias dominants et des pouvoirs publics, ces derniers ayant de plus en plus tendance à se prendre pour un vaste « ministère de la Vérité » ... D'un autre côté, et comme disait Woody Allen, « même les paranoïaques peuvent avoir de vrais ennemis » ! Ça n'est donc pas parce qu'il faut ne faut pas verser dans la paranoïa ou le *complotisme* qu'il faudrait pour autant verser dans l'excès inverse, et croire naïvement que les classes dominantes n'auraient pas des stratégies qui leur soient propres, visant à augmenter leur richesse et leur pouvoir... De ce fait, elles auront tendance à imposer un récit décrivant la réalité sociale qui favorise leurs stratégies, et l'actuelle perméabilité inédite entre pouvoirs publics et pouvoirs privés, ainsi que la possession entre quelques mains de tous les médias importants favorise l'imposition d'un tel récit et la décrédibilisation systématique de ceux qui le remettent en question. Ceci étant posé, peut-on penser que non seulement la Covid-19 est instrumentalisée, mais qu'elle découle d'une stratégie délibérée, c'est-à-dire qu'elle a été créée de toutes pièces par ceux qui comptaient l'instrumentaliser ?

Plusieurs éléments permettent d'évacuer assez sûrement cette hypothèse. Première évidence : créer un virus et/ou le laisser s'échapper volontairement est une chose, mais le contrôler en est une autre. La stratégie qui consisterait à créer puis à diffuser un virus serait spectaculairement hasardeuse, brouillonne et irrationnelle, car par définition, un virus n'est pas maîtrisable. La complexité de ses interactions avec le corps humain et son système immunitaire, et des paramètres, évolutifs, qui débouchent sur sa contagiosité et sa létalité finale est telle, qu'on ne peut pas connaître les effets qu'il aura dans une population réelle. Sa virulence, sa dangerosité, la durée pendant laquelle il exercera ses effets... tout cela constitue une équation à trop d'inconnues pour qu'une stratégie sérieuse puisse solidement reposer dessus. Un tel

acte pourrait créer un véritable fléau, allant jusqu'à emporter avec lui ses auteurs (les classes dominantes elles-mêmes dans l'hypothèse d'un complot ourdi par elles). Mais il pourrait tout autant ne produire presque aucun effet. Bref, il ne paraît pas sérieux d'affirmer que les classes dominantes aient choisi de faire reposer des objectifs ambitieux sur la diffusion volontaire d'un virus.

Deuxième évidence : si la diffusion d'un virus avait été une stratégie délibérée des classes dominantes, on aurait pu déceler une certaine cohérence dans les actions et les réactions des classes dirigeantes pour crédibiliser une attitude publique en rapport avec cette stratégie. Or, on a constaté exactement l'inverse. Prenons l'exemple des autorités françaises. Au cours des premiers mois de l'année 2020, elles n'ont cessé de minimiser les risques de la Covid-19, et de stigmatiser les mesures qu'elles prôneront peu après, notamment les confinements, décrivant le confinement chinois comme une mesure inutilement brutale, liberticide, archaïque, et réservée aux Etats totalitaires, autoritaires et centralisateurs... Puis en mars, presque du jour au lendemain, elles ont expliqué que le virus était extrêmement dangereux, très difficilement maîtrisable, et qu'il fallait tout mettre en œuvre pour stopper sa propagation. Nous étions soudainement face à des risques majeurs avec un potentiel de mortalité présenté comme historique, potentiellement apocalyptique.

Cette radicale volte-face des autorités publiques signale une stratégie qui n'a pas été mûrement pensée à l'avance, mais plutôt improvisée, décidée dans le feu de l'action. Dans l'hypothèse où la dissémination du virus aurait été volontaire afin de créer une crise propice à prendre des mesures impopulaires, le discours de la dangerosité destiné à provoquer la peur aurait été joué *d'emblée* afin d'être le plus crédible possible. Dans ce cas, dès le mois de décembre 2019, le gouvernement aurait tenu un discours alarmiste et aurait commencé à communiquer sur les mesures à prendre pour tenter de réduire le danger. Il aurait mis le pays en état d'alerte plutôt que de dire que les masques n'avaient aucune utilité et que nous ne risquions rien à continuer à vivre comme d'habitude. Le confinement chinois aurait été présenté comme la preuve de la dangerosité exceptionnelle du virus et de la nécessité de mesures radicales pour y faire face. Cette contradiction, en elle-même, démontre que la thèse du complot n'est pas soutenable.

2 – Il n’y a pas de complot mais il y a bel et bien l’exploitation systématique d’un effet d’aubaine.

Ceci étant dit, l’affaire n’est pas close pour autant. Si le Sars-Cov2 n’est pas issu d’un complot, alors soit il est le résultat d’un accident d’origine naturelle, soit il s’est échappé d’un laboratoire P4 de manière accidentelle. Mais il est notable qu’un tel accident était parfaitement prévisible. En effet, depuis les années 2000, plusieurs coronavirus de dangerosité variable se sont répandus dans le monde, et l’on savait qu’il pouvait/devait tôt ou tard y en avoir un nouveau. Or, on a pu constater que le « Club de Davos » – le surnom du Forum économique mondial – (dont il est manifeste que l’objectif n’est pas d’essayer de régler les problèmes de santé publique de la planète, mais bien plutôt de faire avancer l’agenda utopique d’un gouvernement mondial et de la gouvernamentalité accrue des populations selon l’esprit néolibéral) envisageait l’avenir avec des scénarios plus ou moins apocalyptiques comprenant notamment des épisodes de confinement généralisé des populations. Un tel confinement l’intéressait à plusieurs niveaux. Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial, l’explique d’ailleurs très bien dans son dernier livre : un confinement favoriserait la recomposition économique du monde sur la base de sa numérisation généralisée, accélérerait la recomposition des chaînes de décisions publiques à l’échelle supranationale, etc. Schwab et toute une partie des classes dominantes étaient donc dans *une attente gourmande* d’une catastrophe sanitaire de ce genre. Par conséquent, ça n’est pas parce que la Covid-19 est un accident sanitaire qu’il n’existe pas différents intérêts pouvant jouer tout exprès l’exploitation de la peur et du confinement à des fins particulières.

La Covid-19 est un accident, mais il se trouve qu’elle est également une aubaine pour les classes dominantes. C’est bien cela qu’il faut considérer. Car si l’on ne fait pas l’hypothèse de la surexploitation du caractère anxiogène de la pandémie, de l’exagération de sa dangerosité et de l’exploitation des effets économiques et politiques du confinement, alors toute une série de faits deviennent paradoxaux et incompréhensibles. Même l’hypothèse critique posant que les décisions publiques catastrophiques qui ont été prises (inefficaces, contreproductives, et entraînant une gigantesque crise économique et sociale, à venir mais inévitable) l’ont été sous l’emprise de la corruption systémique des politiques de santé publique par les énormes laboratoires

pharmaceutiques privés, semble fragile, en rapport avec l'énormité des faits constatés. Non pas que cette corruption systémique n'existe pas, elle est indéniable, et non pas qu'elle n'ait pas fortement joué dans les prises de décision. Mais en ce qui concerne les confinements généralisés des populations bien portantes dans tous les principaux pays occidentaux, et l'historique crise économique mondiale que cette stratégie induit, il semble parfaitement déraisonnable de postuler que les classes dominantes et dirigeantes soient prêtes à mettre en péril systématiquement leurs propres intérêts aux seules fins de favoriser ceux des seuls laboratoires et des Gafam en leur sein. Il faut donc pouvoir imaginer des intérêts plus larges que les seuls bénéfices accrus de ces derniers. Mais avant d'y réfléchir, il faut dans un premier temps évacuer l'hypothèse d'une série d'erreurs de bonne foi des décideurs publics de presque tous les pays occidentaux.

2.1 – Pourquoi peut-on affirmer que le premier confinement n'était fondé sur aucun argument scientifique et qu'il a été un échec ?

Pour commencer, la décision de confiner de la part de la plupart des pays occidentaux (au mois de mars 2020) est une décision historique, car aucun pays développé n'avait encore décidé d'un confinement généralisé de la population bien portante pour faire face à un virus. Cette solution n'avait jusque-là jamais été privilégiée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'elle n'avait jamais fait ses preuves. Ensuite, parce qu'il s'agit d'une solution *radicale*, dont les conséquences pour l'économie et pour les libertés publiques sont massives. De ce point-de-vue, le rapport entre le bénéfice (incertain pour faire face à une épidémie, non prouvé, potentiellement nul voire contreproductif) et le risque (certain en termes de dégâts sociaux massifs et même en termes sanitaires) ne joue *pas du tout* en faveur du confinement. Par ailleurs, la principale logique des gouvernements occidentaux, tous guidés par la logique néolibérale de contraction des dépenses publiques, semble en parfaite contradiction avec les conséquences concrètes du confinement, puisqu'elles les conduisent à emprunter massivement auprès des institutions financières pour tenter de maintenir la vie économique à flot malgré un arrêt massif de l'activité.

Ensuite, le confinement a été décidé sur la base de prévisions apocalyptiques en termes de mortalité du virus. L'épidémiologiste britannique Neil Ferguson envisageait en février/mars 500 000 morts au

Royaume Unis si on ne confinait pas drastiquement la population de ce pays. Des prédictions comparables ont été faites en France par Pascal Crepey, Arnaud Fontanet et Simon Cauchemez. Ces prédictions étaient alors parfaitement fantaisistes puisqu'on disposait en mars 2020 de nombreuses données provenant d'Asie qui les contredisaient. Elles indiquaient que le virus était certes dangereux, mais que sa dangerosité n'avait *rien d'exceptionnelle*. Et les prévisions de Neil Ferguson ont de fait été totalement démenties par les faits les mois passant. Mais surtout cet épidémiologiste avait la réputation d'être un Cassandre délirant, faisant systématiquement le même type de prévisions (toujours démenties) à chaque nouvelle épidémie, exploitant leur côté anxiogène, qui commence toujours par une dynamique exponentielle, jusqu'à une inversion naturelle (et souvent inexpliquée) de la courbe, dessinant la fameuse « courbe en cloche », typique des épidémies. Il suffit alors de faire des projections en « oubliant » cette inversion prévisible, pour aboutir à des chiffres effrayants. Il n'aurait donc plus dû bénéficier du moindre crédit auprès des décideurs.

La décision d'un confinement généralisé d'une population bien portante en mars 2020 ne s'appuie donc pas sur des arguments publics convaincants. Etant donné que cette décision est relativement coordonnée entre les différents pays occidentaux, on peut faire l'hypothèse qu'il ne s'agit pas là d'une erreur de calcul, mais que les décideurs de ces pays ont misé à partir de cette période sur *un effet d'aubaine* en faveur des classes dominantes auxquelles ils sont tous liés plus ou moins directement (ne serait-ce que par le financement de leurs campagnes, ou par leur carrière en amont et en aval de leurs postes publics). Un certain nombre d'observations confortent cette hypothèse.

Tout d'abord, on a pu constater (sans surprise) l'absence d'effet bénéfique du premier confinement. En effet, l'objectif officiellement recherché était de *lisser* la courbe du nombre de malades : alors que la courbe d'une épidémie virale a typiquement une forme dite « en cloche » avec un pic assez pointu, l'effet recherché était de l'aplanir afin d'étaler ce pic dans le temps pour éviter la saturation des services hospitaliers. Or, rien de tel ne s'est produit au printemps 2020 malgré des mesures de confinement sévères. Au contraire même, l'essentiel de l'épisode de contamination croissante puis de chute de contamination a eu lieu *pendant* la période de confinement. Une situation assez logique puisque les mesures de confinement ont en fait été décidées alors que le virus

circulait déjà sur le territoire national et qu'un grand nombre de personnes avait déjà été contaminées. On sait en effet que le confinement ne peut pas grand-chose pour les régions déjà atteintes. Les mesures de quarantaine régionale, n'ont de sens que pour éviter aux autres régions d'être contaminées, et non pas de réduire la létalité et la contagion dans la ou les régions déjà atteintes. Et cet objectif ne peut être atteint que si le virus n'a pas encore eu le temps de circuler de manière significative. Mais confiner tout un pays, et alors même que le virus a déjà amplement circulé, est absurde, et ne peut rien produire de bon.

Nous avons par ailleurs heureusement quelques exemples de pays qui n'ont pas confiné leur population et avec lesquels des comparaisons peuvent être faites. Ce que montrent au moins quatre études internationales sérieuses, c'est que ces pays n'ont pas eu un taux de contamination plus élevé que les pays qui ont confiné. Au printemps 2020, la Suède n'a pas confiné sa population (pourtant en grande partie concentrée dans une zone très urbanisée, et fortement impactée par le virus), or elle a obtenu des taux de létalité comparables à ceux de la France (et même inférieurs fin 2020). Elle est même parvenue à lisser sa courbe... Certaines mesures de distanciation sociale, d'isolement des personnes malades, d'hygiène publique (notamment le lavage des mains), produit des effets suffisants pour limiter l'ampleur des contaminations autant que faire se peut, sans que le confinement ne rajoute quoi que ce soit à cette efficacité limitée des mesures sociales (par ailleurs à l'importance stratégique bien moins importante que des traitements efficaces).

Le virus semble ainsi relativement indifférent aux mesures de confinement et cette mesure s'est donc soldée par un échec. Et même plus qu'un échec si l'on prend en compte ses effets sanitaires négatifs collatéraux, comme par exemple les importants retards de prise en charge d'autres pathologies graves qui se traduisent et qui se traduiront à plus ou moins long terme par une hausse de la mortalité. Sans compter, bien entendu, que le confinement a engendré une récession économique historique dont les effets déjà importants fin 2020 n'ont qu'à peine débuté, et qui impacteront négativement la situation sanitaire du pays (augmentation du nombre d'addictions, de maladies liées à la précarisation des situations professionnelles, des suicides, des maladies non-soignées pour cause de difficultés dans l'accès aux soins, mais aussi

austérité très forte pour le service public hospitalier, etc.). Et les conséquences sanitaires pour les pays du « Tiers-monde » (étant donnée la baisse drastique de l'activité économique mondiale induite par les confinements) seront bien plus spectaculairement négatifs, faisant basculer dans l'extrême pauvreté des centaines de millions de personnes, se traduisant par des millions de morts, notamment d'enfants...

2.2 – Comment expliquer le choix du gouvernement de poursuivre les mesures de confinement total ou partiel malgré l'échec du premier confinement généralisé ?

Le confinement apparaît depuis le début comme la mesure phare de la lutte contre la Covid-19, et elle continue à l'être après son échec au printemps 2020. Après le premier confinement, au lieu d'orienter leur politique dans une autre direction, les autorités ont immédiatement commencé à parler de *reconfinement*, sous une forme ou sous une autre. Ce qui est bien évidemment illogique. D'autres options existent (et existaient dès le mois de mars) pour lisser les courbes du nombre de cas critiques et éviter bien plus sûrement, et sans vastes effets négatifs collatéraux, l'engorgement des services de soin. Citons plusieurs d'entre-elles :

- La possibilité d'utiliser les lits des hôpitaux privés qui n'étaient pas utilisés.
- Investir massivement et de toute urgence de l'argent public dans l'hôpital public. Alors que les milliards empruntés par l'Etat auprès des marchés financiers sont destinés à financer de prétendus « plans de relance économique » surtout profitables aux plus gros, le calendrier néolibéral de suppression de lits d'hôpitaux se poursuit au cœur de la crise épidémique. Les économies faites sur le dos de l'hôpital public se sont traduites par des pertes publiques et privées colossales à l'occasion de la pandémie, montrant crûment l'ineptie criminelle de telles « économies », qui ne sont que le prétexte à privatiser toujours plus la santé publique afin d'agrandir d'autant la sphère de profitabilité des groupes privés qui spéculent sur la santé.
- Orienter immédiatement les personnes testées positives et/ou celles qui présentent des symptômes évocateurs vers leur médecin généraliste plutôt que vers l'hôpital lorsque leur cas s'aggrave dramatiquement.

- Isoler les malades, plutôt que de les renvoyer dans leur famille sans plus de précaution, et prévenir les personnes mises en contact de ces malades afin qu'ils consultent leur médecin traitant et de leur faire prendre des traitements préventifs.
- Déployer des mesures de préventions, particulièrement en direction de la partie de la population la plus vulnérable (cure de vitamines C et D et de zinc, recours à certains médicaments préventifs, activité physique minimum autant que faire se peut, maintien des liens sociaux pour éviter tout effet dépressif qui compromette des systèmes immunitaires affaiblis par l'âge ou par différentes comorbidités, etc.)
- Utiliser des *traitements* curatifs adaptés aux différents stades de la maladie afin d'éviter à un malade de passer par les services de réanimation : *Hydroxychloroquine*, *Azithromicine* + *zinc*, *Ivermectine*, et autres molécules antivirales connues dont un nombre toujours croissant d'études scientifiques démontrent, au sens fort du terme, les effets bénéfiques, ramenant la mortalité de la Covid à des taux insignifiants.
- Permettre aux médecins généralistes de diagnostiquer et de prescrire plutôt que de les mettre hors-circuit et de leur interdire certains traitements sous des prétextes aujourd'hui reconnus comme fallacieux (et pourtant, à cette date, les interdictions n'ont toujours pas été levées !)
- Etc.

Mais une telle politique de prévention et de soin poserait un gros problème aux laboratoires pharmaceutiques, car elle ne leur rapporterait presque rien (les molécules citées ici sont repositionnées, libres de droit et fabriquées à grande échelle dans le monde entier). Ces laboratoires ont bien plus intérêt à vendre des vaccins car ils représentent une source de profits infiniment plus juteuse, ou à tout le moins des nouveaux médicaments, comme le Remdesevir, encore sous brevet.

Cependant, le choix de la politique sanitaire à mener ne leur appartient pas. Sauf si des acteurs majeurs de la puissance publique viennent à confondre l'intérêt général avec celui des grands laboratoires. Sur quoi de tels soupçons peuvent-ils se fonder ?

Pour commencer, les autorités ne cessent de bombarder l'opinion publique de discours délibérément anxiogènes. Pourtant, il est tout-à-fait

inhabituel que face à une catastrophe (naturelle, sanitaire ou autre), un gouvernement cherche à *paniquer* la population. Il est évident que la panique produit des effets très négatifs. Or, la dangerosité du virus est continuellement exagérée par les pouvoirs publics par toute une série d'artifices rhétoriques de communication publique, qui va jusqu'à la manipulation des chiffres (des chiffres de « nouveaux cas », les tests positifs étant à tort assimilés à des malades, jusqu'aux « morts *de* la Covid » qui se révèlent de simples morts *avec* la Covid – et encore, puisque les tests PCR sont à ce point peu fiables).

- Premièrement, la communication gouvernementale est axée sur le nombre cumulé des morts. Or c'est sur le nombre de nouveaux malades, de nouvelles hospitalisations, de nouvelles personnes en réanimation et de nouveaux décès que la communication publique devrait être axée. Seuls ces chiffres peuvent informer sur le profil dynamique de l'épidémie. Le nombre de morts cumulés n'a de ce point-de-vue aucune pertinence, il ne sert qu'à entretenir la peur... car il ne fait qu'augmenter.
- Deuxièmement, lorsque le nombre de nouveaux morts s'est mis à radicalement diminuer, ce fut le nombre de « cas » qui fut présenté quotidiennement, ce qui n'est pas celui des malades mais des résultats positifs aux tests PCR. Mais la plupart des personnes testées positives sont asymptomatiques, donc non-malades. L'utilisation du terme de « cas » n'est donc pas appropriée et ne fait que gonfler artificiellement les chiffres. Sans compter que la fiabilité des tests PCR est problématique. Ils n'ont pas été conçus pour être des outils de diagnostics (son créateur a été parfaitement explicite sur ce point). Ce problème, déjà essentiel en soi lorsqu'on en fait un outil qui va guider les actions des pouvoirs publics face à une épidémie, est encore aggravé par le libre choix laissé aux laboratoires d'analyse de faire autant de cycles d'amplification qu'ils le souhaitent, générant de ce fait de gigantesques cohortes de faux positifs, phénomène venu à point nommé pour justifier des mesures sociales liberticides. Il faudrait « revenir à l'étude des critères épidémiologiques habituels que sont la morbidité (nombre de malades) et la mortalité (nombre de morts) » (cf. <https://reinforcovid.fr/question-reponse/test-rt-pcr/>).

- Troisièmement, dans presque tous les cas, les personnes qui meurent de la Covid-19 (ou avec la Covid-19) ont une espérance de vie très courte (moins de trois ans), liée à une ou plusieurs autres maladies, et seraient mortes quelques semaines ou quelques mois plus tard, avec ou sans Covid.
- Enfin, il fut annoncé dès la fin du premier confinement une « deuxième vague », qui n'arriva jamais. Or les épidémies ne fonctionnent jamais ainsi, une fois qu'elles perdent en virulence, elles ne repartent pas à la hausse, à moins qu'elles aient muté, et de telle manière que l'immunisation collective ne soit plus adaptée aux nouveaux variants, et dans ce cas ce n'est pas une « 2^e vague », mais une *nouvelle épidémie*, basée sur une *nouvelle* souche aux caractéristiques différentes. Aucune épidémie virale n'a jamais produit de « deuxième vague » ni de « rebond ». Ce concept n'est d'ailleurs pas scientifique, et ce qui est présenté comme tel aujourd'hui correspond en réalité à la circulation d'un autre virus, un « variant », comme tous les virus qui mutent (et notamment les virus à ARN, ce qui est le cas du Sars-Cov-2), lorsque ces mutations n'entraînent pas son éradication naturelle, mais une adaptation efficace lui permettant d'être à la source d'une nouvelle épidémie. C'est précisément ce qui est arrivé, et qui était par définition imprévisible (on ne pouvait prévoir ce que donneraient les mutations de ce virus inconnu), alors que les pouvoirs publics et certains scientifiques présentaient la « 2^e vague » comme parfaitement inéluctable, semblant pouvoir lire dans le marc de café des prévisions systématiquement catastrophiques sorties d'on ne sait où (d'aucune étude scientifique sérieuse en tout cas) ...

Mais si la situation est à ce point grave et urgente, pourquoi les autorités choisissent-elles d'orienter leur stratégie exclusivement sur la vaccination depuis le début de la crise ? La mise au point de vaccins fiables (à la fois efficaces et inoffensifs) est connue pour être une quête longue et incertaine. D'ailleurs, dans toute l'histoire de la vaccination, un seul virus a été éradiqué par un vaccin (celui de la variole). Aucun vaccin n'a jamais éradiqué celui de la grippe, par exemple, et ça n'est pas faute d'avoir développé des vaccins très régulièrement contre cette maladie (pareil pour le Sida et bien d'autres virus qui mutent, comme le Sars-Cov-2). Alors par quel miracle un vaccin inventé en quelques mois pourrait-il éradiquer le Sars-Cov-2 ? C'est d'autant plus douteux, que les personnes

pour lesquelles la Covid déclenche des complications potentiellement mortelles sont les personnes dont le système immunitaire est très affaibli, soit du fait de leur grand âge, soit du fait de comorbidités qui compromettent son efficacité. Or, le principe même de la vaccination repose sur l'action du système immunitaire ! Les personnes qu'il faut donc protéger sont les moins à même de répondre efficacement à l'action des vaccins... Le résultat de cette course à la *panacée*, c'est que la fiabilité (efficacité et innocuité) de tous les vaccins proposés s'avère très douteuse. Quant à leurs éventuels effets secondaires, un décret déresponsabilise financièrement les laboratoires qui les produisent et les médecins qui en administrent les doses. Autrement dit, c'est l'argent public qui servira à indemniser les éventuelles victimes d'effets secondaires graves, les laboratoires n'ayant pas matériellement eu le temps (et dans ces conditions juridiques déresponsabilisantes encore moins la volonté) de vérifier l'innocuité de leurs vaccins sur le moyen et long terme. Dans ces conditions, peut-on (doit-on) compter sur la vigilance des laboratoires (dont certains comme Pfizer ont déjà été très lourdement, et plusieurs fois, condamnés pour des problèmes de cet ordre) pour jouer la carte de la prudence et de la sécurité avant de fourguer leur camelote ?

Ensuite, il y a le scandale du Remdesivir. La propagande publique et médiatique, celle des laboratoires et des médecins qui ont des conflits d'intérêts avec les laboratoires, refuse de parler de prévention et de traitement, *sauf* lorsque qu'il s'agit de produits nouveaux, développés par lesdits laboratoires, produits sur lesquels d'importants profits sont possibles en raison de l'exclusivité du brevet. C'est ce qu'ils ont tenté avec le Remdesivir, qui s'est avéré être une molécule très chère mais (au mieux) inadaptée et (au pire) toxique. Un scandale sanitaire et financier (de plus) à mettre à leur actif ainsi qu'aux décideurs publics puisque l'achat de ce produit a coûté une fortune pour des résultats négatifs.

Autre élément à charge : les connexions visibles entre pouvoir, laboratoires et grands médias. Nous assistons depuis le début à une intense campagne de déconsidération en direction de tout produit pouvant représenter une alternative à la vaccination, et de toute personnalité qui tenterait de défendre des molécules repositionnées efficaces. Le cas de l'Hydroxychloroquine et du professeur Raoult est bien connu. Mais d'autres ont été moins remarqués. Par exemple, en matière de prévention, l'Académie de médecine a souligné le rôle très

positif de la vitamine D comme outil de prévention (renforcement du système immunitaire) vis-à-vis de la Covid-19 dans une communication datée du 22 mai 2020, et de nombreuses études scientifiques l'ont confirmé depuis. Or, non seulement il n'y a eu aucune campagne publique de préconisation de cette vitamine, en particulier vis-à-vis des populations à risque, mais le Président de la République a décoré de la légion d'honneur en décembre 2020 le professeur Karine Lacombe, omniprésente sur les plateaux de télévision, grande pourfendeuse des traitements préventifs à base de vitamine D, des traitements curatifs à base d'Hydroxychloroquine, d'Azithromycine ou d'Ivermectine, mais favorable au Remdesivir et aux vaccins... et officiellement en conflit d'intérêt avec les laboratoires pharmaceutiques (200 000 € déclarés).

Autre élément étrange et suspect : la sacro-sainte logique néolibérale de restriction de la dépense publique voudrait que tout soit mis en œuvre pour éviter les épisodes de confinement, étant donné qu'ils sont hyper coûteux pour l'économie et pour la dépense publique, et que les pouvoirs publics favorisent des alternatives à la vaccination qui est également hyper coûteuse (et dont les effets sont plus qu'incertains), sans compter les non moins coûteuses campagnes de tests massifs pour les personnes dépourvues du moindre symptôme à l'aide de tests PCR inadaptés et non contrôlés (et même pas standardisés sur le nombre de cycles, ce qui les rend statistiquement inutilisables). Or, ça n'est pas du tout ce à quoi on assiste. En pleine pandémie, ce gouvernement poursuit sa logique de contraction de l'hôpital public et favorise donc sa propre logique de confinement. Étant donné que le confinement est présenté par lui comme un moyen d'éviter l'engorgement des hôpitaux (même si tout montre qu'il est en réalité inefficace pour ça), la bonne logique voudrait qu'il donne des moyens à l'hôpital public afin d'éviter cette mesure. Quant aux alternatives à la vaccination (campagne de prévention, traitements aux différents stades de la maladie), ils sont au mieux systématiquement ignorés et au pire interdits !

De manière plus générale, il est remarquable que la communication gouvernementale et médiatique soit à ce point anxiogène. Présentée par eux, la Covid-19 ressemble à un épisode de peste noire à peine « allégée », alors qu'avec 0,02% des morts dans le monde en 2020, cette pandémie est infiniment moins mortelle que les pandémies historiques et beaucoup moins mortelle que d'autres problèmes de santé publique (diabète, tabac, cancers, etc.). La pandémie due au Sars-Cov-2, pour

sérieuse qu'elle est, n'est pas l'épidémie du siècle, loin de là même. Par conséquent cette communication est nettement inadaptée. A moins que l'on ait *décidé* de dramatiser la situation pour justifier les mesures de confinement. Cette hypothèse est en tout cas plus crédible que celle qui prétend que cette crise ait été « mal gérée », et que ce gouvernement soit gravement incompétent et complètement débordé par la situation.

Pour qui veut bien mettre tous ces éléments sur la table et les observer en prenant un peu de hauteur, c'est-à-dire sans paranoïa et sans naïveté, il apparaît de manière évidente que le gouvernement français et de nombreux autres gouvernements néolibéraux dans le monde *veulent* faire durer cette crise, *veulent* qu'elle soit anxiogène, *veulent* le confinement et la vaccination comme seule stratégie. Qu'aurait fait un gouvernement qui aurait réellement eu la volonté d'éviter le confinement, dont on connaît les effets dévastateurs à moyens termes ?

- Il aurait décidé de faire de la prévention.
- Il aurait décidé d'exploiter des traitements qui existent déjà et qui donnent de bon résultats, des traitements déjà disponibles (repositionnement de molécules connues).
- Il aurait renforcé rapidement les moyens de l'hôpital public.
- Il aurait organisé le contrôle des frontières.
- Il aurait réquisitionné les entreprises qui fabriquent ce dont la gestion de la crise a impérativement besoin (respirateurs, médicaments de réanimation, masques FFP2, etc.).
- Il aurait encouragé les personnes qui présentent des symptômes à consulter leur médecin plutôt que de les isoler sans traitement en attendant de voir si leur situation s'aggrave, et de les orienter directement vers l'hôpital si c'est le cas (alors que beaucoup de choses utiles peuvent être faites en amont de l'hôpital par un médecin, aptes à rendre non nécessaire cette dernière étape).
- Il aurait permis aux médecins généralistes de prescrire des médicaments sur la base de leur expérience et des retours de terrains plutôt que de le leur interdire, ce qui est une mesure (historique) d'une exceptionnelle gravité.
- Il aurait encouragé les médecins à communiquer leurs observations dans l'utilisation de certains antiviraux classiques. Or, l'ordre des médecins a systématiquement utilisé des moyens d'intimidation et de coercition contre les médecins et les collectifs de médecins qui ont publié leurs observations. Fait aggravant, le

gouvernement a empêché tout traitement autre que par le Remdesivir alors même que la communauté scientifique savait que ce produit était une impasse, et même une impasse potentiellement toxique.

Au regard de l'échec du premier confinement généralisé, des confinements partiels de plus en plus restrictifs et de leurs dégâts à venir absolument gigantesques, il est donc encore plus aberrant que ce gouvernement (et d'autres dans le monde) ne fasse rien dans ce sens s'il avait – comme il le prétend – la volonté d'en finir avec cette crise sanitaire, de lever les mesures de confinements partiels et d'éviter un second puis un troisième confinement généralisé.

3 – De quelles manières la crise sanitaire profite-t-elle aux classes dominantes (ou à une partie d'entre-elles) ?

Quelles sont les conséquences économiques du confinement et de la dramatisation de la pandémie (même s'il ne s'agit pas de dire ici que cette pandémie n'est pas dangereuse) ?

3.1 – Quels sont les gagnants les plus immédiats du confinement ?

Tout le monde n'est pas perdant au jeu du confinement. Il y a d'abord les gagnants les plus évidents, les plus visibles : les grands laboratoires pharmaceutiques. Avec le coronavirus, ils ont l'occasion de rentabiliser des médicaments qui sont encore sous brevets et qu'ils peuvent vendre cher. C'est le cas du Remdesivir, un médicament mis au point par GILEAD contre le virus Ebola, mais qui avait été un échec. Avec la complicité des scientifiques et des décideurs politiques corrompus, la crise sanitaire a permis à GILEAD d'amortir ses investissements en vendant cette molécule pour traiter la Covid-19, alors-même que l'on savait qu'elle était inefficace et même potentiellement toxique. Mais la véritable *poule aux œufs d'or* des laboratoires pharmaceutiques, ce sont les vaccins. Car ces produits ont un rapport investissement/profit particulièrement juteux : 1 dollar investi rapporte jusqu'à 48 dollars en retour. Un tel taux de profit est plus que rare, c'est un véritable Graal pour ceux qui détiennent un vaste patrimoine financier cherchant matière à spéculer. Administrés à une masse gigantesque de personnes qui de par le choix des pouvoirs publics (facilement influençables) deviennent une clientèle captive, le bénéfice devient alors prodigieux. Il

ne faudrait donc pas ignorer ou sous-estimer le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la décision du confinement (généralisé ou partiel, comme le sont les « couvre-feux » et les fermetures de commerces) et dans l'absence de prévention et de traitement. Elle a depuis longtemps des réseaux efficaces en termes de lobbying et de « rétrocommissions » (euphémisme désignant la classique corruption). Les confinements en effet sont une catastrophe vécue par la population, et si les vaccins sont présentés comme la seule manière de les éviter, alors la population devient bien plus susceptible de les accueillir favorablement.

Cependant, il n'y a pas que les laboratoires pharmaceutiques à qui la situation offre d'extraordinaires opportunités de profits. Il y a également les GAFAM, les gigantesques entreprises centrées sur l'Internet et les communications mobiles. Si l'on prend le cas d'Amazon, il est évident que le confinement et le discours de peur des gouvernements jouent redoutablement en sa faveur. En période de confinement généralisé et de « distanciation sociale », les petits magasins distributeurs sont fermés, ce qui favorise les plateformes de vente par correspondance (et, comme toujours, surtout les plus grosses). De plus, même hors période de confinement, étant donné la communication particulièrement anxiogène du pouvoir et de ses relais médiatiques, une partie significative de la population hésite à faire ses courses dans les magasins, petits ou grands, de peur d'être contaminé. Elle préfère donc se faire livrer. Enfin, à terme, la mort des petits commerces et d'une partie de la grande distribution permettrait à Amazon d'être débarrassé de l'essentiel de la concurrence. Cependant, même si les profits d'Amazon ont explosé depuis le début de la pandémie, c'est surtout la *valeur actionnariale* de cette entreprise qui a atteint des sommets. Elle atteignait déjà de très haut niveaux avant la crise et elle a quasiment doublé depuis (en moins d'un an). C'est donc surtout au niveau de la valeur de l'action que se situent les enjeux pour les GAFAM, qui sont avant tout de gigantesques sociétés financiarisées.

Pour les autres GAFAM, la situation est comparable. On sait que la place des téléphones portables et des ordinateurs, déjà énorme habituellement, devient centrale en période de confinement puisqu'indispensable. A l'occasion de cette crise, les habitudes de consommation, de vie, de relations sociales et de travail (en particulier pour les cadres avec le télétravail) connaissent d'importantes mutations. Depuis plusieurs années, cette *numérisation de l'économie* qui mise sur l'informatique et

l'Internet, avançait à grands pas. Mais elle connaît une prodigieuse accélération depuis le début de la crise sanitaire, et les GAFAM en sont les premiers bénéficiaires. Pour les grands actionnaires qui ont mis une partie importante de leurs actifs dans ces sociétés, la pandémie est donc une *divine surprise*.

D'ailleurs, les GAFAM ont directement agi en faveur du confinement. C'est à coups de millions de dollars qu'ils ont contribué au financement de la campagne électorale des Démocrates aux États-Unis. Quel est le rapport ? Ce sont les États dirigés par les Démocrates qui ont le plus confiné leur population. Il faut bien comprendre que la politique de Trump, défavorable à la mondialisation néolibérale, menaçait directement leurs intérêts (qui sont aussi ceux de la Silicon Valley). Il était donc vital pour eux de privilégier un candidat pro-mondialisation (et plutôt pro-Chinois) comme Biden. Pour eux comme pour les Démocrates (et même pour une partie importante du parti Républicain), il était nécessaire que la crise du coronavirus soit une crise majeure en termes économiques et en terme de létalité. Dans ce cas en effet, ils pouvaient en attribuer la responsabilité à Trump, quelle-que soit l'effectivité de cette responsabilité. Il fallait absolument que la popularité de Trump pâlisse car elle était élevée grâce à ses bons résultats économiques, et ce dernier était bien parti pour une réélection. Puisque le confinement a pour conséquence prévisible de détruire l'économie, donc d'amoindrir les résultats de Trump, les États dirigés par les Démocrates ont été confinés allègrement. Avec l'aide de Tweeter, Facebook, Instagram, et de tous les médias favorables à l'*establishment* (soit finalement la quasi-totalité des grands médias américains), la dernière partie de la campagne électorale des Démocrates a consisté dans la dramatisation de la crise et dans le dénigrement de toute mesure pouvant fragiliser leur récit sur la nécessité de confiner, ainsi que de toute initiative pouvant limiter le nombre de décès (donc la gravité de la situation). C'est-à-dire toute mesure en faveur de la prévention et des traitements. Lorsque Trump a décidé de faire des réserves d'Hydroxychloroquine, ils ont participé à la campagne de dénigrement de cette molécule en racontant qu'elle était dangereuse, et en faisant passer cette décision pour une aberration. Par ailleurs, Facebook et Tweeter ont mis en place une censure systématique sur certains sujets. La plus spectaculaire est la censure dont Trump a fait l'objet, alors-même qu'il était encore Président. Mais désormais, nulle-part dans le monde il est possible de produire du contenu sur la Covid (et tout ce qui va avec :

vaccins, traitements, médecins et chercheurs non-conformistes, etc.) sans que ce contenu soit flanqué d'un « avertissement » à l'attention des internautes, ou qu'il soit purement et simplement supprimé (et le compte de son auteur neutralisé). En période de paix, on a rarement assisté à un tel filtrage de tout ce qui ne va pas dans le sens de la *doxa*.

Il y a d'autres bénéficiaires de la situation : les grandes surfaces par rapport aux petits commerces, les grandes chaînes de « restauration » rapide (le mot « restauration » mérite des guillemets lorsqu'il est associé au mot « chaîne » !), les sociétés de livraisons, etc. Mais ce sont des gagnants de second ordre, dont le rôle dans la stratégie pro-confinement est probablement mineur et variable.

3.2 – Quels sont les gagnants à plus long terme ?

D'autres acteurs ont intérêt à pousser à la politique de peur et de confinement.

Les dirigeants des pays occidentaux ont un agenda politique, et cet agenda est néolibéral. L'agenda des dirigeants de la France (élus, gouvernement et haute administration) et celui des instances de l'Union européenne est celui de la mondialisation néolibérale depuis au moins trente ans. Cependant, malgré leurs efforts constants pour démanteler *l'État social* (ce démantèlement étant un des axes principaux de cet agenda pour la France), des pans importants demeurent : malgré une fragilisation continue, il reste de nombreux services publics nationaux et territoriaux ainsi que l'essentiel de la sécurité sociale.

Parmi les hypothèses, il y a donc celle de l'opportunité pour ces dirigeants, ces gouvernants, cette haute fonction publique et ces instances européennes, d'essayer d'en finir avec ce qu'il reste d'État social *qui ne veut pas mourir*. A cette fin, il n'est pas impossible qu'ils instrumentalisent cette crise (et notamment l'augmentation de la dette publique due aux confinements) afin de produire *un effet de sidération* dans la population, cet effet ayant pour but de la rendre réceptive à des mesures exceptionnelles conduisant à une accélération historique des processus néolibéraux. Leur calcul pourrait être, cyniquement, le suivant : exagérer la dangerosité réelle du virus et dramatiser la situation sanitaire pour conduire la population à accepter le confinement, confinement qui transforme la crise sanitaire en crise économique. Pour faire face à cette

crise économique, il devient nécessaire de dépenser massivement de l'argent public, ce qui conduit la dette publique à exploser. Il deviendrait alors *crédible* de dire que les caisses de l'État sont vides (même si ça ne sera pas la réalité^[1]).

Un scénario *à la grecque* devient alors envisageable pour la France. Il faut en effet se souvenir de ce qu'il s'est passé en Grèce en 2015. Après la crise financière de 2008, le taux d'endettement de la Grèce a explosé. À la demande des institutions financières (BCE, FMI) et de l'Union européenne, le gouvernement grec a commencé à prendre d'importantes mesures d'austérité. Un nouveau gouvernement s'est alors fait élire sur des promesses ambiguës (ambiguës car il prétendait parvenir à mettre fin à l'austérité exigée par cette *Troïka* tout en maintenant le pays dans l'UE et dans la zone euro, ce qui revient à vouloir une chose et son contraire). Il a finalement cédé à la Troïka contre l'avis décisionnaire et souverain exprimé par le peuple à l'issue d'un référendum. Cette trahison faite, il a repris les mesures d'austérité contre lesquelles il avait pourtant été élu, en allant plus loin et plus vite, puisque loin de régler le problème de l'endettement, l'austérité économique et budgétaire a eu pour effet de l'aggraver. Cette dette a servi de justification à la baisse généralisée des salaires, des pensions de retraite, à la destruction pure et simple des services publics (en particulier du système hospitalier), et à la vente d'une partie immense du patrimoine national (achat du Pirée, vente de plus de 40 îles, des gares, des aéroports, des ports maritimes et des avoirs publics grecs en général) à des entreprises, des banques et des fonds d'investissement chinois, allemand, etc. La Grèce a sabordé son économie (le PIB s'est effondré) et a sabordé ses budgets publics. Les conséquences pour le pays sont incalculables : baisse historique de l'espérance de vie, paupérisation massive, exode de la jeunesse, etc. Un résultat désastreux pour la population mais extrêmement juteux pour les grandes multinationales et les fonds d'investissements. Ils ont d'autant plus facilement profité de la situation que les « frontières » de l'UE ne protègent pas ses pays membres de la spéculation internationale, mais, tout au contraire, l'encouragent. La Grèce a été un fabuleux *laboratoire* pour les néolibéraux. Cette expérience leur a montré que lorsque la contestation d'une politique par la population ne trouve pas de débouché politique, cette population finit par plier l'échine, quelque-soit l'intensité de cette contestation au départ, et que sa défaite est alors telle qu'il est alors possible d'envisager les reculs démocratiques et sociaux les plus importants jamais acceptés en temps de paix.

Revenons à la France. A l'échelle des pays occidentaux néolibéraux, la France est un village gaulois, car il dispose d'un État social encore important (même affaibli). Malgré des gouvernements néolibéraux depuis 1983, la France est donc à la traîne par rapport à l'agenda néolibéral. La crise du coronavirus offre possiblement aux classes dominantes l'opportunité de la faire rentrer dans le rang. Il semble évident qu'une bonne partie des élites sociales, de la haute fonction publique, du gouvernement, ainsi que les instances européennes se poulèchent les babines à l'idée d'instrumentaliser la dette publique issue du confinement afin de sabrer ce qu'il reste d'État social. La situation offrirait aussi l'occasion de vendre massivement du patrimoine public. Même si des pans entiers en ont déjà été vendus (ou plutôt bradés), et que le rythme de ces ventes s'est notablement accéléré ces quinze dernières années, il en reste encore énormément. Le récit d'une dette publique insoutenable, s'il était bien intégré par la population, serait l'occasion d'accélérer encore le rythme, au motif qu'il faudrait d'urgence « remplir les caisses vides ». Les clients potentiels ne manquent pas. Il y a les grands fonds d'investissement, fonds de spéculation, fond souverains, fonds de pension (etc.), qui ont des moyens financiers gigantesques, avec parfois des budgets de dimension quasi-étatiques. Il y a d'ailleurs certains États, avec leurs fonds souverains. C'est notamment le cas de la Chine, des États du Golfe et des États-Unis, qui rachètent déjà énormément de patrimoine public français ainsi que beaucoup d'entreprises françaises. Lorsque la crise économique commencera à produire ses premiers effets, probablement au cours du second semestre 2021, ces prédateurs viendront faire leur marché : entreprises privées en faillite, patrimoine national (entreprises publiques, services publics privatisés, immobilier, aéroports, gares, ports, littoral, forêts, terres cultivables...). Les bonnes affaires (pour eux) ne manqueront pas.

Il faut bien comprendre que depuis l'avènement du capitalisme *néolibéral*, les capitalistes qui dominent le système ne sont plus les entrepreneurs du capitalisme classique, mais les rentiers. Pour eux, les crises économiques sont l'occasion de leurs meilleures affaires (tant que ce ne sont pas des crises financières). La « bonne santé » de l'économie n'est pas leur objectif, loin s'en faut. Les dettes publiques sont très intéressantes pour eux et ils investissent dans ces dettes. Ainsi, les impôts payés par les populations tombent directement dans leur poche au lieu de financer les politiques publiques (en particulier les services publics). Ils augmentent

ainsi leur patrimoine financier sans avoir à investir dans l'appareil productif, ni à payer une main d'œuvre qui a la fâcheuse tendance à demander des hausses de salaires et une amélioration de ses conditions de travail. Bref, pour ces rentiers (ce mot semble désuet mais c'est probablement celui qui les définit le mieux, les autres étant « financiers » et « spéculateurs »), une explosion de la dette publique serait une très bonne nouvelle.

De fait, la crise économique générée par la crise sanitaire, le confinement, et le climat anxiogène, est l'occasion pour le gouvernement d'emprunter depuis la mi-2020 énormément d'argent sur les marchés financiers (jusqu'à un milliard d'euros par jour) afin de « soutenir » une économie que rien n'obligeait à détruire artificiellement. Ce choix délibéré, de la part de ceux-là même dont *l'obsession affichée* était depuis des décennies de réduire la dette publique, ne peut pas ne pas attirer notre attention. « Quoi qu'il en coûte » avait dit Macron lors de son intervention au début de la crise ! Il n'est donc pas *paranoïaque* de penser qu'il est dans l'intérêt objectif des classes dirigeantes et dominantes d'exploiter la crise et le confinement pour poursuivre et accélérer leurs objectifs néolibéraux.

4 – Les classes dominantes peuvent-elles provoquer volontairement une crise économique sans craindre qu'elle devienne une crise financière désastreuse pour elles ?

Pour que l'hypothèse d'une instrumentalisation de la crise sanitaire puis d'une instrumentalisation de la dette publique par les classes dominantes (ou par une partie d'entre-elles) soit crédible, il faut que le rapport bénéfice-risque pour elles soit clairement en faveur des bénéfices. Nous avons jusqu'ici parlé des bénéfices, mais quels sont les risques ?

Depuis la crise de 2008, l'économie n'a jamais vraiment redémarré. Il n'y a jamais eu de véritable *rebond*, contrairement à ce qu'il se passe en général après une crise. Conséquence, les entreprises et les particuliers restent surendettés (à la hauteur vertigineuse de 200% du PIB), et le bilan des banques est, logiquement, catastrophique. En particulier, les grandes banques privées européennes sont dans une très mauvaise position. La zone euro est l'épicentre des difficultés de l'économie occidentale. Elle est très fragile pour des raisons à la fois institutionnelles et politiques. Le fait d'avoir une monnaie unique et un marché unique pour des pays très différents les uns des autres amplifie et accélère les divergences

économiques de ces pays, en particulier de l'Allemagne par rapport aux autres pays. Ces divergences ne peuvent pas être compensées autrement que par une déflation générale. Ce problème s'ajoute au fait que cette monnaie est surévaluée pour la plupart des pays de la zone, en dehors de l'Allemagne.

Pour autant, il n'est pas *du tout* dans l'intérêt des classes dominantes que l'euro s'effondre, car cet effondrement serait aussi celui de leur patrimoine financier. Or, nous sommes actuellement dans un système capitaliste essentiellement financier, c'est-à-dire un capitalisme où l'essentiel se joue sur les marchés financiers et pas dans l'économie réelle. Pour les classes dominantes occidentales dont la plus grosse partie du patrimoine est financier, il ne faut donc pas qu'une crise économique aboutisse à une crise financière et monétaire. Or, en règle générale, une crise économique présente toujours un risque logique de déboucher sur une crise financière. Or, d'après l'hypothèse que nous développons ici, ce sont bien ces classes dominantes qui provoquent la crise économique, et ce, alors que l'économie était déjà faible, ce qui logiquement devrait décupler les risques de crise financière. Pour quelles raisons prennent-elles de tels risques ?

Le plus probable est qu'elles pensent que ce risque est faible. Car depuis 2008 se déroule une séquence inédite du capitalisme. Pour comprendre en quoi elle consiste, il faut faire un bref historique.

Déjà, dans les années 1920, l'économie était largement mondialisée et dérégulée. Durant ces années, les entrepreneurs de la deuxième révolution industrielle (basée sur la chimie et l'électricité) avaient fait des profits très rapidement. Les dettes privées s'étaient accumulées, pariant sur une poursuite indéfinie de la croissance. Cette situation a fait naître d'importantes tensions qui ont débouché sur une crise en 1929. C'est à l'occasion de cette crise que les rentiers ont pris le dessus sur les entrepreneurs. A cette époque, les rentiers ont favorisé une politique de déflation. Les politiques déflationnistes sont présentées depuis toujours (par eux) comme vertueuses, relevant finalement d'une gestion *de bon père de famille* (« on ne dépense pas ce que l'on a pas »). On parlerait aujourd'hui de politique anti-keynésienne, pro-cyclique (alors que la demande est à la baisse, on la comprime encore par une réduction des dépenses). C'est d'ailleurs à cette époque que Keynes a commencé à défendre les options politiques qui l'ont rendu célèbre. Les rentiers ne

voulaient pas des propositions de Keynes car elles favorisaient les entrepreneurs et les salariés, alors qu'elles impactaient négativement leur patrimoine financier (de manière mécanique et logique). Ils avaient compris que leur intérêt se trouvait dans une déflation bien contrôlée car elle permettait de limiter l'inflation. L'inflation, et non pas la crise économique, est l'ennemi juré des rentiers ! C'est elle qui rogne la valeur de leur patrimoine. Les programmes étatiques de stimulation de l'économie impliquent toujours une part d'inflation, ce qui va donc diamétralement à l'opposé des intérêts des rentiers. La déflation, au contraire, est l'état de l'économie qui correspond le mieux aux intérêts et aux réflexes idéologiques, individuels et collectifs, d'une *classe de rentiers*. Dans une situation déflationniste, l'Etat met tout l'argent public dans le remboursement de la dette dont les rentiers détiennent des parts, plutôt que dans des programmes de stimulation de l'économie ou de protection sociale pour la partie de la population qui a été impactée par la crise économique, et dont le rebond de l'économie dépend (puisque pour que l'économie redémarre, il faut qu'il y ait de nouveau une demande globale solvable importante). Bref, ça n'est pas dans le cadre d'une économie prospère que les rentiers peuvent faire les meilleurs profits. La période des trois décennies d'après-guerre (les « Trente glorieuses »), qui a été une période de développement économique extrêmement rapide, est un souvenir cauchemardesque pour les rentiers. Cette croissance a signifié pour eux une baisse des taux de profits, puisque les salaires ont augmenté (en raison de la quasi-saturation du marché de l'emploi), puisque l'inflation a suivi la même courbe que celle de l'expansion économique (et qu'elle a donc rogné leur patrimoine), puisque les investissements économiques ont été affectés aux services publics (et non pas au remboursement de la dette) ... Les grandes périodes d'expansion économique n'étant pas favorables à *la rente* financière, il n'est pas surprenant que ceux qui nous dirigent, et qui sont liés à cette classe de rentier, en défendent les intérêts et ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter une crise économique.

Pour comprendre la situation présente, il faut donc avoir en tête cet élément *a priori* contre-intuitif : toute une partie des classes dominantes, bien que capitaliste, ne parie pas sur l'expansion économique, bien au contraire. Les intérêts des chefs d'entreprise (capitalistes) ne recourent pas nécessairement ceux des rentiers (capitalistes), et le capitalisme n'est donc pas un bloc homogène et non évolutif. Or, nous sommes dans une phase du capitalisme qui est, historiquement, celle des rentiers.

Le capitalisme néolibéral a pris une forme nouvelle depuis la crise de 2007-2008, crise qui est le produit de la spéculation et de la flambée des marchés financiers et immobiliers. Cette crise est la seule comparable (jusqu'à présent) en importance à celle de 1929. Elle a failli mettre à bas tout le système économique, boursier, bancaire et monétaire. Si c'était advenu, la situation aurait été chaotique pour tout le monde sur les plans économique, social, politique. Et les rentiers auraient perdu une grande partie de leur patrimoine financier, sans doute durablement. Pour éviter cela, et afin que ne se reproduise pas le chaos de 1929, la FED (la banque centrale américaine) s'est mise à injecter des liquidités de manière presque illimitée sur le marché (autrement dit à « faire tourner la planche à billets »), et notamment en direction des banques et des institutions financières, de toutes les grandes banques dans le monde, pour qu'elles ne s'écroulent pas. Elle a monétisé la plus grande partie des *avoirs pourris* qui étaient à la source de la crise (les fameuses *subprimes*). On n'avait jamais vu des injections de liquidités à un niveau aussi gigantesque (plus de 3000 milliards d'euros en 2012). Or, cet afflux massif d'argent aurait dû provoquer de l'inflation, le cauchemar des rentiers. Mais ça n'a pas été le cas. Pourquoi ?

Certes, l'économie était en mauvais état, en situation de déflation, par conséquent il y avait une marge certaine avant qu'il y ait de l'inflation. Mais la raison principale est que ces liquidités sont allées vers les banques, pas vers l'économie réelle. Et ces banques elles-mêmes n'ont pas prêté à l'économie réelle. Rien ni personne ne les y a contraint, car cet argent leur a été versé – scandale incroyable – presque sans conditions[2]. Elles ont donc placé cet argent sur les marchés financiers et immobiliers... qui se sont alors remis à flamber. L'économie réelle n'a donc pas redémarré, ou très peu, particulièrement en Europe (c'est un peu moins vrai pour les États-Unis), et est restée structurellement surendettée. En 2010-2011 s'est déclenchée en Europe, dans la zone euro, *la crise des dettes publiques*, conséquence différée de la crise financière de 2008 dans le système dysfonctionnel de l'euro. La banque centrale européenne (BCE), sous la direction de Mario Draghi, a fait ce qu'avait fait la FED. Elle a injecté des centaines de milliards d'euros dans l'économie financière. Cette décision constitue une rupture historique d'avec l'ordo-libéralisme européen (en réalité largement allemand) qui déterminait et contrôlait jusqu'alors toutes les règles et les pratiques de la BCE. Même méthode, mêmes conséquences : les dettes publiques ont

été pour partie monétisées, mais une bulle financière s'est constituée (placement par les banques des nouvelles liquidités sur les marchés financiers) ainsi qu'une bulle immobilière. Et l'économie réelle est restée en l'état, c'est-à-dire en quasi-déflation (devenue structurelle).

En devenant des *robinets à liquidités* en direction uniquement des banques et des marchés financiers, les banques centrales ont découplé radicalement les marchés financiers de l'économie réelle. C'est ce qui explique que depuis la crise du coronavirus, on voit s'écrouler l'économie réelle (jusqu'à -10% de « croissance » au moment où sont écrites ces lignes), alors que les marchés financiers sont en forte expansion. Ce qui semble paradoxal, pour le moins, mais qui est devenu possible depuis que les banques centrales monétisent tous les problèmes des banques ainsi que les dettes publiques.

C'est la raison pour laquelle les rentiers qui sont au pouvoir ne craignent pas – ou peu – que la crise de l'économie réelle (qu'ils provoquent eux-mêmes en instrumentalisant la crise du coronavirus) débouche sur une crise financière, bancaire et monétaire. Ils savent qu'ils ont *piégé* les banques centrales qui ne peuvent plus fermer le robinet à liquidités. Si elles le faisaient, tout le système s'effondrerait, provoquant le chaos redouté en 2008. Même les Allemands ont renoncé à cette éventualité après en avoir fait la tentative, en mobilisant leur cour constitutionnelle et la Bundesbank. Pourtant, rien ne va plus à l'encontre de l'idéologie allemande que la logique de la planche à billets. Ils n'ont pu que constater le risque de leur propre effondrement si cette planche arrêtaient de tourner. Les marchés financiers tiennent donc tout le monde dans le creux de leurs mains, et ils le savent. Surtout, ils savent que leurs intérêts sont devenus les intérêts de toute la société.

Si l'on n'a pas en tête cette situation, on ne peut pas comprendre pourquoi les classes dominantes pourraient volontairement parier sur une crise économique pour asseoir encore davantage leur domination.

Cependant, il ne s'agit pas ici d'affirmer que la crise financière n'arrivera effectivement pas. Il n'est pas dit que le pari des rentiers soit aussi peu dangereux pour elles qu'elles le croient. La crise de l'économie réelle qu'elles sont en train de fabriquer peut parfaitement leur revenir en boomerang, par un canal ou par un autre, et défaire les équilibres partiels et précaires sur lesquels cette stratégie repose. Les classes dominantes

européennes, dont les agents sortent surdiplômés des grandes écoles (qu'elles trustent à leur usage exclusif), sont en réalité loin de briller par leur efficacité. Leurs fortunes, bien que considérable et en augmentation, a largement dévié ces dernières années dans les classements mondiaux. Par conséquent, il y a probablement loin de la coupe (de champagne) aux lèvres avant que leur entreprise aboutisse à ce qu'elles espèrent.

5 – Le contexte d'une classe dirigeante désormais très éloignée de l'intérêt général rend plausible l'hypothèse d'une tentative d'instrumentalisation de la crise.

Avec une crise économique majeure à la clé, cette instrumentalisation du coronavirus ne présente-t-elle pas un risque politique majeur pour les classes dirigeantes qui l'organisent ? Certes, l'hypothèse d'une telle exploitation de la situation semble contraire à tout principe, et par là-même, peut sembler énorme et faire douter de sa probabilité. Finalement, n'est-ce pas comme si l'on disait que nos gouvernants *gouvernent contre le peuple* ?

Nous ne sommes pas dans les petits papiers du pouvoir (c'est même le moins que l'on puisse dire !). Nous ne disposons pas d'informations de première main attestant de tels objectifs. Mais si l'on écarte l'hypothèse présentée ici, le comportement de nos dirigeants paraît incompréhensible. A moins qu'ils aient semé le désordre pour semer le désordre, on ne comprend pas leurs décisions.

Après tout, cette hypothèse est-elle aussi abracadabrantesque qu'elle y paraît ? Depuis une bonne trentaine d'années, le personnel politique (les membres du gouvernement, les membres de la haute fonction publique) ne se distingue pas par un sens de l'État ni un sens de l'intérêt général en rapport avec les fonctions qu'il occupe. C'est le moins que l'on puisse dire. A y regarder de près, c'est à front renversé que jouent ces élites publiques. Elles ont largement montré que leur principale préoccupation est de diminuer la sphère de l'intervention de l'État, de dissoudre la souveraineté (institutionnelle, politique, économique, matérielle) du pays, de dilapider le patrimoine public, et de déconstruire l'État social. Elles l'ont fait incessamment, systématiquement, méthodiquement. Tous les grands dirigeants qui ont accédé au cœur de l'appareil d'État depuis des décennies (les dirigeants des banques centrales, ceux des ministères des finances et du budget, ceux de la direction du Trésor, les ministres, les

chefs du gouvernement, les présidents de la République), qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont eu de cesse de faire des choix qui sont diamétralement opposés à l'intérêt public. Et dans ce cadre général, il est notable que la place de la corruption n'a cessé de grandir (ce qui est une conséquence somme toute assez logique). Non pas qu'il y ait une malédiction liée au pouvoir lui-même (comme le pensent libertaires et anarchistes), car à l'époque qui a précédé celle du néolibéralisme, la majorité du personnel politique avait, dans l'ensemble, plutôt le sens de l'État et celui de l'intérêt général (évidemment, leur définition de ce dernier était bien souvent questionnable). Même si l'on trouvait également des gens corrompus au sein des institutions étatiques (comme à toutes les époques), il s'en trouvait beaucoup moins et ils n'auraient pas fait le dixième de ce que font ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. Nous avons changé d'époque. Aujourd'hui, la corruption s'est généralisée et prend de multiples visages. L'ENA accouche de spécialistes en pantouflage et en rétro-pantouflage. Ces hauts cadres ont de bons salaires, mais qui représentent peu d'argent à côté des salaires et des actions auxquelles ils accèdent en passant dans le secteur privé au cours de leur carrière. Et s'ils accèdent à de très bons postes dans le privé, c'est d'abord grâce à leur passage préalable dans le secteur public. Il leur arrive même de repasser ensuite du privé au public afin d'avantager – une fois bien placés dans l'appareil d'État – les grandes entreprises pour lesquelles ils ont travaillé et avec lesquels ils ont encore possiblement des intérêts déclarés ou cachés.

On a donc aujourd'hui au cœur de l'État des dirigeants publics dont les stratégies ne sont pas publiques mais privées. Et pour justifier leurs conflits d'intérêts patents, ils nous racontent que l'intérêt privé... c'est l'intérêt général ! Ou dit autrement, que favoriser l'intérêt public c'est favoriser l'efficacité générale de la société, et donc par conséquent favoriser l'intérêt public. Un récit qui rappelle celui de la General Motors dans les années 60 : « ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les États-Unis ». C'est avec ce type de raisonnement et de discours que les hauts cadres de l'État justifient leur corruption, surtout lorsqu'elle se présente sous le vernis de la légalité.

Pour apprécier correctement le niveau de corruption de ces gens-là, il est éclairant de lire l'ouvrage de Laurent Izar, « La France vendue à la découpe », ainsi que celui de Clément Fayol, « Ces Français au service de l'étranger », ou encore celui de Vincent Jauvert, « Les Voraces : Les élites

et l'argent sous Macron ». On y découvre par exemple comment et avec quelle importance, ce personnel use et abuse de ses fonctions pour céder à des intérêts privés, notamment à des fonds spéculatifs étrangers, les plus importantes entreprises françaises, même les plus stratégiques au niveau de la souveraineté économique et militaire du pays. On y découvre également que des pans entiers du patrimoine public national (immobilier, autoroutes, gares, aéroports, forêts, terres agricoles...) sont vendus à des fonds provenant de Chine, du Proche Orient, des États Unis. Ils vendent également la dette publique (oui, même les dettes sont un business) au point qu'elle sera bientôt entièrement détenue par des intérêts étrangers (ce qui rend encore plus problématique la dette publique).

Par conséquent, il ne paraît pas totalement improbable qu'une telle *oligarchie stato-financière* (comme la désigne Emmanuel Todd), prédatrice et insatiable, cherche à maximiser ses intérêts si la situation qui se présente lui en offre la possibilité.

6 – Quelles sont les perspectives ?

Si l'hypothèse que nous proposons ici est la bonne, et si cette tentative aboutit à ce que veut la classe dirigeante, la paupérisation de notre pays explosera et le peu qu'il reste de processus démocratiques dans notre pays disparaîtra pour longtemps.

Force est de constater que certains éléments du scénario que nous avons présentés ici sont *déjà* là. Les conséquences de la crise économiques sont *déjà* exploitées par les néolibéraux. En pleine crise sanitaire, les attaques à venir contre l'État social se précisent : le gouvernement a annoncé que sa réforme prioritaire était (ou redevenait) celle des retraites ; les institutions européennes ne cessent de répéter qu'il faudra « honorer la dette » publique aggravée par la crise (même si finalement cette dette est déjà à un niveau qui la rend impossible à rembourser – même remarque pour les dettes privées). Il est certain que la dette va servir de prétexte pour liquider ce qu'il reste de services publics, de sécurité sociale (d'État social en général), et pour justifier la vente accélérée du patrimoine public national. En réalité, il est parfaitement possible de se débarrasser du « problème » de la dette publique, mais c'est à la condition de sortir de l'euro et de l'Union européenne.

Par ailleurs, la crise économique va fatalement faire augmenter le chômage et la précarité. Et derrière, c'est le nombre de pauvres qui va suivre la même courbe. Selon les associations caritatives, la crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté plus d'un million de Français depuis avril 2020, qui s'ajoutent aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté. Mais nous n'avons encore rien vu. Des faillites d'entreprises en cascade se produiront lorsque l'État arrêtera de leur prêter de l'argent, et lorsqu'il exigera d'être remboursé. Surtout que la demande n'est pas là pour permettre à ces entreprises de reprendre leur activité. Que se passera-t-il dans notre société lorsque l'explosion du chômage et de la pauvreté se conjuguera avec la baisse radicale des aides sociales et le démantèlement des structures publiques ?

Ce qui nous attend en terme économique, social, institutionnel, n'est donc rien moins que catastrophique. L'absence de perspective politique depuis près de trente ans, apparaît de plus en plus crûment à chaque nouvelle crise. Il va devenir criant, et se traduire probablement par de nouvelles révoltes, comme celle des Gilets jaunes, mais à une autre échelle. La France est le pays des grandes réactions collectives. Le pouvoir le sait, qui a musclé son appareil répressif au cours des derniers mois, tant sur le plan matériel (recrutement et formation de nouvelles unités de police anti-émeute, achat massif d'armes prétendument non-létale, investissements massif dans des équipements permettant la surveillance de masse, etc.) que sur le plan législatif (avec la loi dite de « sécurité globale », notamment).

Pour les citoyens, l'enjeu est de transformer la colère, la révolte, et même la résignation, en action collective coordonnée. Pour cela, il faut nous organiser au sein d'un parti politique au niveau national, un parti de gouvernement, dont le but sera de reprendre le contrôle des institutions politiques, de les démocratiser, et de faire en sorte que les structures publiques maîtrisent les grandes orientations économiques du pays.

Le coronavirus est un accélérateur de l'histoire. Il est exploité jusqu'à la corde par les classes dominantes pour pouvoir produire des effets qui intéressent leur agenda néolibéral. Il peut également marquer la fin de cet agenda et le retour de la communauté des citoyens dans la direction de l'État.

Liens

4 Etudes internationales importantes sur l'inutilité des confinements :

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/med.14585>
<https://www.lelibrepenseur.org/covid-19/etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements>
<https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.04.14.20074111v1>
<https://francais.rt.com/france/80885-les-etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements>
<https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/04/etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements.pdf>
<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2020.00111>

Efficacité des traitements ambulatoires (càd hors hôpital) sur la Covid qui invalide la stratégie axée sur confinements et vaccins expérimentaux :

<https://covexit.com/une-nouvelle-etude-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19>
<https://covexit.com/une-nouvelle-etude-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19>
<https://www.aimsib.org/c19ivermectin.cfm>
<https://covexit.com/perspectives-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19>
<https://www.francesoir.fr/societe-sanite/covid-19-les-traitements-ambulatoires-sont-ils-efficaces>

Notamment, efficacité de l'Ivermectine :

<https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2020/04/Ivermectin-for-COVID-19.pdf>
<https://www.youtube.com/watch?v=EpxDQ...>
<https://covexit.com/nous-savons-que-covid-19-est-un-virus-a-traitement>
<https://www.aimsib.org/2021/01/03/covid-19-ivermectin/>

La grande étude chinoise établissant que les asymptomatiques ne transmettent quasiment pas le virus, ce qui compromet les mesures de confinement généralisé des personnes bien portantes :

<https://www.nature.com/articles/s41467-020-18621-1>
<https://www.francesoir.fr/opinions-traitement/covid-19-les-asymptomatiques-ne-transmettent-pas-le-virus>

Les prophéties ubuesques des épidémiologistes modélisateurs :

<https://www.francesoir.fr/societe-sanite/covid-19-les-propheties-ubuesques-des-epidemiologistes-modelisateurs>

La manipulation des statistiques officielles pour exagérer l'ampleur de la pandémie :

<https://covidinfos.net/covid19/les-hospitalisations-reelles>

Le scandale des tests PCR, inadaptés pour évaluer le nombre de malades du Covid :

<https://cormandrosthenreview.com/retraite-et-covid-19/>
<https://principia-scientific.com/late-2020-covid-19-test/>
<https://reinfocovid.fr/question-reponse/test-rt-pcr/>

D'autres liens seront rajoutés sur le site du Petit Nationiste :

<https://lepetitnationiste.fr/>